

1.11 Non-salariés sur le territoire français

Fin 2017, hors secteur agricole, une personne en emploi sur dix en France exerce une activité non salariée, à titre principal ou en complément d'une activité salariée. Cette proportion varie du simple au triple selon les départements, de 6 % dans les Hauts-de-Seine à 19 % dans les Hautes-Alpes (*figure 1*). Les **non-salariés** sont relativement moins nombreux dans la moitié nord de la France, tout particulièrement dans les régions Hauts-de-France, Grand Est et Île-de-France où leur part dans l'emploi est souvent inférieure à 11 %. À l'inverse, leur part est sensiblement plus élevée dans la moitié sud de l'Hexagone, notamment en Corse, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Occitanie où elle est le plus souvent supérieure à 13 %. Les territoires dotés d'une économie orientée vers la satisfaction des besoins des populations locales, où le poids de l'industrie et des services aux entreprises est faible, regroupent relativement plus de non-salariés en raison du type d'activité exercée. Dans les régions où la population âgée est importante, la part des non-salariés est également plus élevée, avec une forte présence dans les services aux particuliers.

Un tiers des non-salariés sont des **micro-entrepreneurs**. Cependant leur présence n'est pas uniforme sur le territoire. Ils sont le moins présents dans les DOM, avec des proportions dans l'emploi non salarié variant de 9 % à 16 % (*figure 2*). Les micro-entrepreneurs sont également relativement moins nombreux dans l'ouest de la métropole, en particulier en Bretagne, ainsi que dans les départements ruraux du Massif central et du Massif alpin. À l'inverse, la Corse et le pourtour méditerranéen sont, avec l'Île-de-France hors Paris, les zones où la part des micro-entrepreneurs dans l'emploi non salarié est la plus élevée : elle y dépasse 35 %, voire 40 %.

Six non-salariés sur dix travaillent dans les **services** (y compris la santé, hors transports). Ils sont sept sur dix en Île-de-France. Cette région a en effet une part très élevée de non-salariés exerçant dans les services aux entreprises et les services mixtes (39 %, contre 23 % pour l'ensemble de la France), en particulier dans les activités spécialisées, scientifiques et techniques (26 %, contre 13 % en

France). La proportion de non-salariés travaillant dans les services dépasse 60 % dans trois autres régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur, Auvergne-Rhône-Alpes et Hauts-de-France. Dans cette dernière région, comme en Martinique et à La Réunion, les activités de la santé et de l'action sociale représentent plus de 20 % de l'emploi non salarié (*figure 3*). Dans les régions les plus touristiques, les services aux particuliers hors santé sont très présents, notamment en Bretagne et en Corse où un non-salarié sur dix travaille dans l'hébergement et la restauration (contre 6 % en France).

Parmi les autres **secteurs d'activité**, le commerce regroupe 18 % de non-salariés. Ce secteur occupe une place plus importante en Normandie et en Bourgogne-Franche-Comté, ainsi qu'en Guyane et à La Réunion. 13 % des non-salariés travaillent dans la construction en France, mais bien davantage en Corse (20 %). Enfin, si seuls 3 % des non-salariés exercent leur activité dans les transports, cette part est sensiblement plus élevée dans les DOM (jusqu'à 7 % en Martinique) et en Île-de-France (6 %), région où les activités de taxis et de VTC sont surreprésentées (3,8 %, contre 1,4 % à l'échelon national).

Les **revenus d'activité** des **non-salariés classiques** sont plus élevés dans le nord de la France. L'Île-de-France occupe la première place avec 4 540 euros par mois en moyenne, contre 3 580 euros en France. Dans les Hauts-de-France et le Grand Est, les revenus sont également supérieurs à la moyenne nationale. Les activités les plus rémunératrices y sont surreprésentées, notamment les activités techniques, scientifiques et juridiques en Île-de-France ou les activités de la santé dans les deux autres régions. À l'inverse, les revenus des non-salariés classiques sont moins élevés dans les DOM et les régions du sud de la France. En métropole, le revenu moyen est le plus faible en Occitanie (3 160 euros).

Pour les micro-entrepreneurs, les écarts sont plus resserrés : le revenu moyen d'activité atteint 540 euros par mois à La Réunion, contre 470 euros à l'échelon national. En métropole, il va de 440 euros en Corse et en Bourgogne-Franche-Comté à 520 euros en Île-de-France. ■

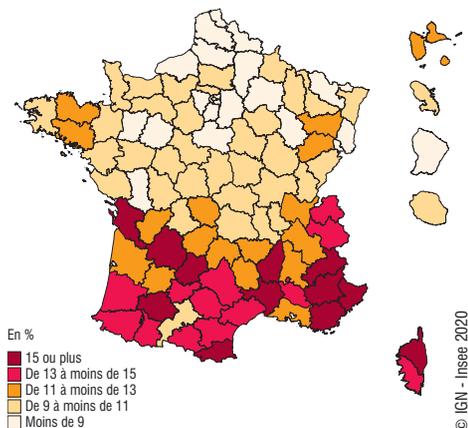
Définitions

Services : services aux entreprises et services mixtes, services aux particuliers (y compris la santé et l'action sociale).
Non-salariés, micro-entrepreneurs, secteurs d'activité, revenus d'activité, non-salariés classiques : voir *annexe Glossaire*.

Non-salariés sur le territoire français 1.11

1. Part des non-salariés parmi les personnes en emploi par département fin 2017

France : 10 %

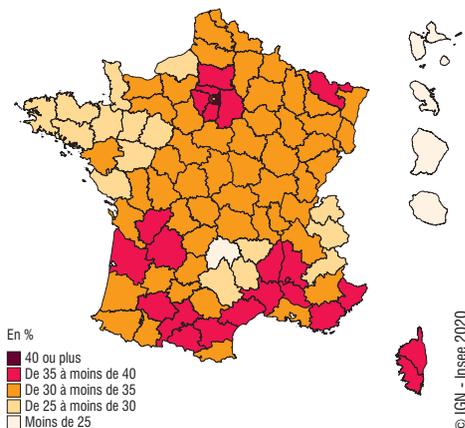


Champ : France hors Mayotte, personnes exerçant une activité au 31 décembre 2017, hors agriculture.

Source : Insee, base non-salariés 2017 pour les non-salariés ; Estimations d'emploi localisées 2017 pour l'emploi total.

2. Part des micro-entrepreneurs parmi les non-salariés par département fin 2017

France : 33 %



Champ : France hors Mayotte, personnes exerçant une activité non salariée au 31 décembre 2017, hors agriculture.

Source : Insee, base non-salariés 2017.

3. Caractéristiques et revenus mensuels moyens des non-salariés selon la région en 2017

	Effectifs au 31/12 (en milliers)	Revenu mensuel moyen (en euros)		Répartition des effectifs par secteur (en %)				
		Hors micro-entrepreneurs	Micro-entrepreneurs	Industrie, commerce et artisanat commercial	Construction	Transports, services aux entreprises et services mixtes	Services aux particuliers (hors santé)	Santé et action sociale
Île-de-France	518	4 540	520	15,6	7,4	44,9	16,6	15,6
Centre-Val de Loire	90	3 490	460	26,4	15,6	20,3	21,8	15,8
Bourgogne-Franche-Comté	105	3 350	440	27,8	14,9	18,0	22,3	16,9
Normandie	115	3 560	450	26,9	14,7	18,9	22,9	16,6
Hauts-de-France	176	3 990	450	24,1	12,1	21,0	21,1	21,7
Grand Est	185	3 740	450	25,3	12,9	20,5	21,4	19,9
Pays de la Loire	147	3 490	490	25,0	14,5	21,5	21,8	17,1
Bretagne	138	3 330	480	24,6	14,2	19,5	22,4	19,3
Nouvelle-Aquitaine	285	3 190	460	25,1	15,5	20,4	21,5	17,5
Occitanie	295	3 160	450	23,4	15,3	20,5	21,3	19,5
Auvergne-Rhône-Alpes	377	3 290	480	22,7	13,9	22,8	23,6	17,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	284	3 330	470	21,9	13,9	23,9	20,9	19,3
Corse	19	3 250	440	21,9	19,9	18,6	21,9	17,7
Guadeloupe	15	2 280	430	26,3	13,5	23,8	20,0	16,5
Martinique	13	2 670	490	24,5	11,5	26,6	16,8	20,6
Guyane	4	3 100	420	31,0	14,8	22,0	16,4	15,7
La Réunion	30	3 060	540	27,5	11,6	18,9	19,2	22,8
France	2 795	3 580	470	22,7	13,0	25,5	20,9	17,9

Champ : France hors Mayotte, personnes exerçant une activité non salariée au 31 décembre 2017, hors agriculture.

Source : Insee, base non-salariés 2017.